

LIBÉRIA



Faits marquants

- Quelque 224 000 réfugiés ivoiriens ont cherché asile au Libéria à la suite des violences post-électorales qui ont éclaté dans leur pays. Ils se sont vu reconnaître d'emblée (*prima facie*) le statut de réfugié.
- Une opération d'urgence de grande envergure a été déclenchée dans les quatre comtés frontaliers de Nimba, Grand Gedeh, River Gee et Maryland, afin de répondre aux besoins des réfugiés ivoiriens qui affluaient dans le pays. Six nouveaux camps de réfugiés ont été établis et 16 villages de relogement désignés. Des infrastructures essentielles ont été installées sur l'ensemble de ces sites.
- Un accord tripartite relatif au rapatriement des réfugiés ivoiriens a été conclu par le HCR et les Gouvernements du

Libéria et de Côte d'Ivoire. Une fois la situation en Côte d'Ivoire stabilisée, quelque 96 000 Ivoiriens réfugiés au Libéria ont regagné leur pays, de manière spontanée dans la grande majorité des cas. Fin 2011, quelque 128 000 réfugiés ivoiriens était toujours accueillis au Libéria.

- Près de 1 800 Libériens réfugiés dans des pays voisins ont regagné leur pays d'origine en prévision de l'application prochaine des clauses de cessation « pour circonstances ayant cessé d'exister » aux réfugiés libériens.
- Des initiatives de protection de l'environnement ont permis d'atténuer l'impact de l'afflux massif de réfugiés dans les zones rurales frontalières.
- Des mécanismes de coordination efficaces ont été mis en place à Monrovia comme sur le terrain afin d'assurer la participation de toutes les parties prenantes.

Personnes relevant de la compétence du HCR

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	Côte d'Ivoire	128 100	128 100	52	61
	Pays divers	220	220	48	49
Apparentés réfugiés	Pays divers	10	10	13	25
Demandeurs d'asile	Guinée	600	600	60	73
	Pays divers	10	10	-	-
Autres personnes rel. de la compétence du HCR	Réfugiés sierra-léonais bénéficiant d'une aide à l'intégration sur place	1 900	1 900	-	-
Réfugiés rapatriés¹	Côte d'Ivoire	1 200	1 200	48	47
	Pays divers	600	600	48	47
Total		132 640	132 640		

¹ La ventilation démographique concerne l'ensemble des réfugiés libériens rapatriés, soit 1 800 personnes.

Environnement opérationnel

Le HCR a continué de bénéficier d'un environnement sociopolitique stable au Libéria, ainsi que d'une collaboration solide avec la Commission libérienne de rapatriement et de réintégration des réfugiés, organisme gouvernemental en charge des questions relatives aux réfugiés. La Mission des Nations unies au Libéria (MINUL) a offert un appui, en termes de logistique et de sécurité, aux opérations humanitaires. En coopération avec la Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire, la MINUL a pu orienter son action sur la sécurité des régions frontalières. Les conditions générales de sécurité sont demeurées stables tout au long de l'année, y compris pendant les élections présidentielles organisées fin 2011.

Réalisations et impact

Objectifs et cibles prioritaires

Les objectifs initiaux du HCR ont été modifiés par l'afflux massif de réfugiés ivoiriens fuyant les violences post-électorales dans leur pays. Le Haut Commissariat entendait en premier lieu leur assurer l'accès au territoire libérien ainsi qu'aux procédures d'asile, et subvenir à leurs besoins essentiels.

Environnement de protection favorable

- Les réfugiés accueillis au Libéria ont bénéficié d'un environnement de protection largement favorable. Plus de 224 000 nouveaux arrivants ivoiriens se sont vu accorder d'emblée le statut de réfugié. Le régime de protection internationale appliqué dans le pays était en accord avec les obligations contractées par le Libéria au titre du droit international des réfugiés. Lors de la conférence intergouvernementale organisée à Genève en décembre 2011, le Gouvernement libérien s'est engagé à amender sa législation

actuelle sur l'asile, à réviser son droit de la nationalité et à ratifier la Convention sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, adoptée par l'Union africaine en 2009.

Procédures de protection équitables

- Tous les réfugiés ivoiriens chassés par la crise qui avait éclaté dans leur pays ont bénéficié d'un accès sans entrave au territoire libérien et ont été enregistrés à titre individuel. Une procédure individuelle de détermination du statut a été entreprise pour 565 demandeurs d'asile guinéens ayant fui les conflits interethniques survenus dans la préfecture de Yomou (Guinée) en mai 2011. Le HCR a également continué de renforcer les capacités du Comité national d'asile du Libéria.

Protection contre la violence et l'exploitation

- Un groupe de travail sur la violence sexuelle et sexiste, établi sous la coordination du ministère de la Parité et du Développement, a adopté des procédures opérationnelles standard avec le soutien du HCR. Une unité de police spéciale, ayant la responsabilité exclusive de toutes les affaires en rapport avec la violence sexuelle et sexiste, a été créée par le Gouvernement. Le HCR a dispensé une formation sur les questions de protection et de droit des réfugiés aux gardes-frontières des comtés de Maryland, Grand Gedeh et Nimba. Il a également mené 19 campagnes de sensibilisation, animé un stage de formation d'une durée de cinq jours à l'intention du groupe de travail sur la violence sexuelle et sexiste, et organisé une session de formation pour les équipes de réfugiés assurant une surveillance de proximité aux fins de la prévention et de l'intervention en matière de violence sexuelle et sexiste.

Besoins et services essentiels

- Six nouveaux camps de réfugiés ont été construits et équipés des infrastructures nécessaires pour assurer tous les services



Au camp de Bahn, les réfugiés ivoiriens reçoivent des articles non alimentaires.

essentiels, en vue d'accueillir les nouveaux arrivants ivoiriens. Au total, quelque 6 400 abris d'urgence et 1 500 abris semi-permanents ont été construits dans les camps et les villages de relogement des réfugiés. Plus de 150 000 réfugiés arrivant de Côte d'Ivoire ont reçu des articles non alimentaires essentiels tels que couvertures, tapis de couchage, savons et jerrycans.

- Une assistance médicale a été offerte dans les six camps de réfugiés, ainsi que dans trois centres de transit et plus de 100 communautés accueillant des réfugiés. Les 61 000 patients réfugiés qui ont été traités dans ces structures ont représenté 43 pour cent du nombre total de consultations, les 57 pour cent restants bénéficiant aux membres des communautés d'accueil.
- Au total, près de 30 000 moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée ont été distribuées, ce qui a contribué à une réduction de 50 pour cent du taux de morbidité du paludisme dans les camps et les communautés d'accueil entre mars et novembre 2011. Plus de 83 pour cent des enfants réfugiés ont été vaccinés contre la rougeole. Quelque 130 personnes ont entamé un traitement contre le VIH et le sida, et des campagnes de sensibilisation ont touché quelque 39 000 individus.
- Au moins 22 470 enfants réfugiés ont fréquenté des écoles primaires dans les camps et les communautés d'accueil, et ont reçu des fournitures scolaires. Le taux de scolarisation des filles s'est élevé à 46 pour cent environ.
- La quantité moyenne d'eau potable disponible dans l'ensemble des six camps de réfugiés s'est élevée à 15,6 litres par personne et par jour. Dix-neuf réseaux de distribution de l'eau ont été construits, étendus ou modernisés ; dans le même temps, 400 bains publics et plus de 74 puits et réseaux d'eau ont été remis en état. Plus de 35 000 personnes ont participé à des campagnes de sensibilisation à l'hygiène accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des personnes handicapées. Quelque 4 400 femmes réfugiées vivant dans des camps ont reçu des protections périodiques, des savons et des cuvettes pour faire leur toilette.

Autogestion et participation communautaires

- Le HCR a continué d'impliquer les réfugiés et partenaires dans les processus participatifs d'évaluation des besoins et de planification. Dans l'ensemble des camps, les femmes ont occupé 50 pour cent des postes de responsabilité communautaires et les comités de réfugiés ont participé aux décisions affectant la communauté. Les initiatives de renforcement des moyens de subsistance ont inclus des formations professionnelles, ainsi que des formations à la culture potagère et à la culture en terrain marécageux. Plus de 500 ménages réfugiés ont bénéficié d'une formation à la gestion des petites entreprises. En outre, le HCR a fourni des lots d'outils agricoles, des semences, des jeunes plants et des produits chimiques pour faciliter la production vivrière.

Solutions durables

- Un accord tripartite relatif au retour des réfugiés ivoiriens a été conclu en août 2011, ouvrant la voie au rapatriement librement consenti de quelque 96 000 réfugiés ivoiriens, dont beaucoup vivaient dans des communautés d'accueil. Les réfugiés accueillis dans le nord sont pour la plupart rentrés spontanément, en raison de la stabilité et de la sécurité relatives qui régnaient dans certaines régions de Côte d'Ivoire, limitrophes des comtés de Grand Gedeh et de Nimba ; quelque 970 d'entre eux ont néanmoins regagné leur

pays avec l'aide du HCR. Les convois de rapatriement librement consenti organisés par le HCR ont débuté à la fin du mois de novembre 2011. Par ailleurs, près de 1 800 réfugiés libériens dispersés dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest sont rentrés au Libéria avec l'assistance du Haut Commissariat, et environ 400 d'entre eux ont bénéficié d'une formation professionnelle à leur retour.

Relations extérieures

- Le HCR a été le chef de file de l'intervention multisectorielle et interorganisations menée en faveur des réfugiés, offrant une orientation et des conseils stratégiques à ses partenaires et aux autres acteurs concernés, dont des organismes onusiens et des ONG nationales ou internationales. Les opérations portaient sur huit secteurs, le HCR assumant la direction des secteurs de la protection et des abris/articles non alimentaires, ainsi que celle de l'intervention multisectorielle en faveur des réfugiés. Le HCR-Libéria a participé à plusieurs appels de fonds communs.

Logistique et appui opérationnel

- Soixante kilomètres de route, 38 ponceaux et quatre ponts ont été construits pour faciliter l'accès aux réfugiés dans les zones frontalières isolées. Le HCR a fourni un soutien logistique à 28 partenaires d'exécution, mobilisant 95 véhicules légers, 50 camions, 154 motos et 46 groupes électrogènes. Quelque 800 000 litres de carburant et différentes pièces détachées ont également été fournis dans le cadre de l'appui logistique. De plus, quatre ateliers de mécanique ont été mis en place.

| Contraintes |

Les indicateurs socio-économiques sont restés très faibles au Libéria, en particulier dans les comtés frontaliers. Les autorités locales et centrales n'avaient pas la capacité ou les ressources pour assurer les services fondamentaux ou répondre aux besoins en termes de justice, de surveillance des frontières et de maintien de l'ordre.

De plus, le nombre de comtés touchés par l'afflux de réfugiés est passé de un à quatre au cours de l'année, imposant le redéploiement rapide de ressources et de personnel du comté de Nimba vers ceux de Grand Gedeh et de Maryland.

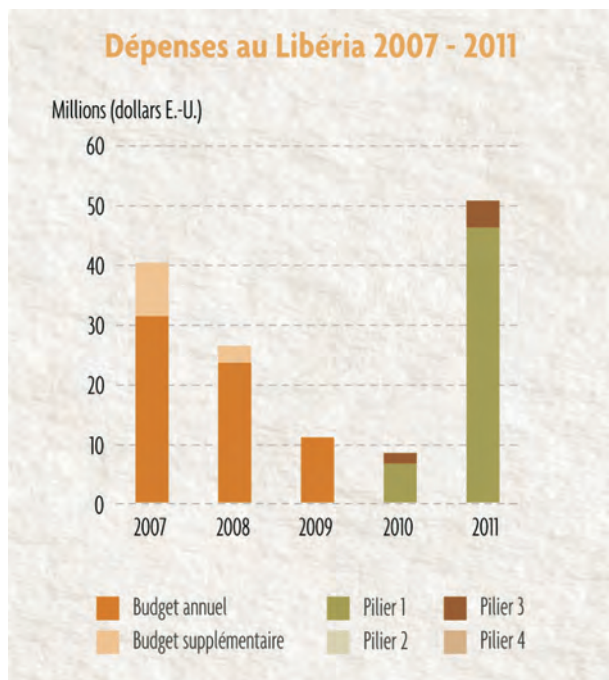
Les moyens logistiques limités ainsi que le délabrement des infrastructures et la longueur de la saison des pluies ont affecté la capacité du HCR et de ses partenaires à accéder à certains réfugiés. Le terrain difficile du comté de Grand Gedeh, ainsi que le manque d'engins de chantier, ont entraîné des difficultés majeures pour le déblaiement des sites destinés à accueillir des camps de réfugiés.

| Informations financières |

Les besoins financiers du HCR au Libéria sont passés de 10,7 millions à 90,2 millions de dollars E.-U. en raison de la situation d'urgence générée par les événements en Côte d'Ivoire. Les contributions affectées à l'opération au Libéria ont atteint 39,6 millions de dollars E.-U., couvrant 44 pour cent du budget global pour ce pays en 2011.

| Organisation et mise en œuvre |

L'opération du HCR au Libéria a été gérée par 172 collaborateurs, en poste dans la délégation de Monrovia, dans la sous-délégation de Saclepea et dans deux bureaux de terrain situés à Zwedru et Harper.



Évaluation générale

L'opération d'urgence gérée par le HCR et ses partenaires a permis d'offrir une protection et une assistance nécessaire à la survie à plus de 200 000 réfugiés arrivant de Côte d'Ivoire, qui ont bénéficié d'un accès sans entrave au territoire libérien, obtenu d'emblée le statut de réfugié et vécu dans un environnement largement exempt de violences. Ces réfugiés ont eu accès aux services essentiels, portant notamment sur les soins de santé, l'eau potable, les abris et l'enseignement primaire. Le HCR a travaillé en étroite collaboration avec les institutions onusiennes présentes au Libéria afin de renforcer la coopération et la coordination par son rôle de chef de file dans l'intervention multisectorielle auprès des réfugiés.

Besoins non satisfaits

- L'assistance essentielle fournie à quelque 70 000 réfugiés ivoiriens n'a pas répondu aux normes en matière de soins de santé primaire, d'abris, d'éducation, ainsi que d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Présence du HCR en 2011

□ Nombre de bureaux	4
□ Effectifs totaux	172
Internationaux	22
Nationaux	122
VNU	11
Autres	17

Collaboration avec les partenaires

Avec le concours de ses 28 partenaires d'exécution, le HCR a dirigé l'intervention multisectorielle en faveur des réfugiés et cherché à renforcer la collaboration interorganisations au sein de divers forums, tels que l'initiative "Unis dans l'action" et le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement. Le HCR est également demeuré en étroite relation avec la MINUL, en organisant des réunions de coordination régulières.

Partenaires	
Partenaires d'exécution	
Organismes gouvernementaux	Commission libérienne de rapatriement et de réintégration des réfugiés
ONG	Action contre la Faim, Agence de développement et de secours adventiste, <i>American Refugee Committee</i> , CARITAS, <i>Childfund International</i> , Comité international de secours, <i>Community Health Education and Social Services</i> , <i>Concern Worldwide</i> , Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, <i>Environmental Foundation for Africa</i> , <i>Equip Liberia</i> , Fédération Handicap International, <i>German Agro Action</i> , <i>International Emergency and Development Aid</i> , <i>Liberia Islamic Union for Reconstruction and Development</i> , <i>Logistics and Services Liberia</i> , <i>Medical Emergency and Relief Cooperative International</i> , <i>Medical Emergency Relief International</i> , Oxfam, <i>Save the Children Royaume-Uni</i> , Services de secours catholique, <i>Shelter for Life</i> , <i>Special Emergency Activity to Restore Children's Hope</i> , <i>Tiyatien Health</i> , <i>Visions in Action</i>
Partenaires opérationnels	
ONG	Médecins Sans Frontières Belgique, Médecins Sans Frontières Pays-Bas, <i>The MENTOR Initiative</i>
Autres	OIM

Budget, revenus et dépenses au Libéria | dollars E.-U.

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	Total
BUDGET FINAL	84 939 469	5 283 256	90 222 725
Revenus issus des contributions	39 558 934	0	39 558 934
Autres fonds disponibles	7 005 618	4 551 845	11 557 463
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	46 564 552	4 551 845	51 116 397

VENTILATION DES DÉPENSES			
<i>Environnement de protection favorable</i>			
Accès au territoire	110 802	0	110 802
Protection de l'environnement	934 360	0	934 360
Sous-total	1 045 162	0	1 045 162

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	Total
<i>Procédures de protection équitables</i>			
Conditions d'accueil	481 406	0	481 406
Enregistrement et établissement de profils	1 199 193	275	1 199 468
Accès aux procédures d'asile	320 948	0	320 948
Regroupement familial	44 321	0	44 321
Documents individuels	44 321	0	44 321
Documents d'état civil	0	608 603	608 603
Sous-total	2 090 189	608 878	2 699 067
<i>Protection contre la violence et l'exploitation</i>			
Impact sur les communautés hôtes	203 721	0	203 721
Gestion de la sécurité communautaire	130 453	0	130 453
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle	626 400	126 629	753 029
Protection des enfants	207 035	0	207 035
Accès aux solutions juridiques	0	125 817	125 817
Sous-total	1 167 609	252 446	1 420 055
<i>Besoins élémentaires et services essentiels</i>			
Sécurité alimentaire	28 656	0	28 656
Nutrition	261 526	0	261 526
Eau	1 768 100	0	1 768 100
Abris et autres infrastructures	2 751 986	750	2 752 736
Articles ménagers et hygiène de base	109 855	0	109 855
Soins de santé primaire	1 316 519	86 013	1 402 532
VIH et sida	149 769	94 800	244 569
Éducation	545 035	83 878	628 913
Services d'assainissement	1 540 477	0	1 540 477
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	369 179	0	369 179
Sous-total	8 841 102	265 441	9 106 543
<i>Autogestion et participation communautaires</i>			
Évaluation participative	214 251	0	214 251
Autogestion communautaire	0	251 674	251 674
Autosuffisance et moyens d'existence	1 598 955	356 234	1 955 189
Sous-total	1 813 206	607 908	2 421 114
<i>Solutions durables</i>			
Retour volontaire	598 984	226 841	825 825
Réhabilitation et réintégration	0	218 323	218 323
Réinstallation	422 072	0	422 072
Intégration locale	314 181	0	314 181
Sous-total	1 335 237	445 164	1 780 401
<i>Relations extérieures</i>			
Information	409 415	0	409 415
Sous-total	409 415	0	409 415
<i>Logistique et appui aux opérations</i>			
Chaîne d'approvisionnement et logistique	20 872 506	1 634 155	22 506 661
Gestion et coordination des programmes	1 533 973	633 335	2 167 308
Sous-total	22 406 479	2 267 490	24 673 969
Autres objectifs	9 821	0	9 821
Solde des versements aux partenaires d'exécution	7 446 332	104 516	7 550 848
Total	46 564 552	4 551 843	51 116 395